



HAL
open science

Analyses économiques des dépenses militaires dans leurs relations avec le développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Analyses économiques des dépenses militaires dans leurs relations avec le développement. Stratégique, 1981. hal-02920451

HAL Id: hal-02920451

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02920451>

Submitted on 8 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Analyses économiques des dépenses militaires dans leurs relations avec le développement

Jacques Fontanel
in

Le désarmement pour le développement

Dossier d'un pari difficile

Stratégie n°19,

Institut de stratégie comparée

et

Cahiers de la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale

Les Sept Epées, Paris, 1981.

Résumé : Les dépenses militaires sont des dépenses publiques, des biens collectifs destinés à satisfaire le besoin de sécurité nationale. Elles sont souvent présentées comme des dépenses improductives. Elles exercent cependant une influence importante sur la conjoncture économique, elles participent à l'essor des technologies modernes et, directement ou indirectement, au niveau d'emploi d'une économie nationale. Dans les pays développés, elles sont souvent dominées par un complexe militaro-industriel national puissant, mais parfois l'économie elle-même est utilisée comme une arme.

Summary: Military expenditure is public expenditure, a public good intended to satisfy the need for national security. They are often presented as unproductive expenditures. However, they exert an important influence on the economic situation, they contribute to the development of modern technologies and, directly or indirectly, to the level of employment in a national economy. In developed countries, they are often dominated by a powerful national military-industrial complex, but sometimes the economy itself is used as a weapon.

Mots clés : Dépenses militaires, développement économique, complexe militaro-industriel, croissance économique

Military expenditures, economic development, economic growth, military-industrial complex, military spending.

Les analyses économiques des dépenses militaires s'interrogent :

- 1 - Sur le statut théorique de ces dépenses publiques,
- 2 - Sur leurs incidences économiques à court et à long termes,
- 3 - Sur les liens qui existent entre l'accroissement des dépenses militaires et le développement économique et donc sur les obstacles économiques au désarmement.

SECTION 1 :

LE STATUT THÉORIQUE DES DÉPENSES MILITAIRES

Les dépenses militaires ne peuvent plus être considérées comme une consommation passive, une contrainte extra-économique, un instrument exclusivement destiné à renforcer la sécurité nationale. Elles se présentent aussi comme un phénomène économique, dont les variables explicatives se situent aussi bien dans la sphère économique que dans la sphère politique. Les économistes ont d'abord connu des problèmes avec la définition de cette dépense publique particulière, souvent solidement imbriquée aux activités civiles. Ensuite, ils ont défini ces coûts comme des biens collectifs publics et des dépenses improductives. Enfin, ils commencent à s'interroger sur les relations entre dépenses militaires et besoins.

§ 1. Le concept de dépenses militaires

Le Groupe d'Experts des Nations Unies sur la réduction des budgets militaires doit rendre un rapport (en mars 1982) sur la définition des dépenses militaires et les difficultés aux-

quelles il se heurte s'avèrent considérables. Selon les définitions données par l'USACDA, le SIPRI ou les Rapports Parlementaires, les chiffres publiés ne correspondent pas, rendant ainsi impossible toute procédure de désarmement basée sur cette notion, à moins d'un accord international portant sur les éléments à retenir dans la définition¹.

La notion de secteur militaire est très ambiguë, car son contenu diffère selon les circonstances de conflits ou de paix et la période envisagée. En temps de guerre, le secteur militaire investit l'ensemble de la société, car l'économie toute entière est au service du conflit, chaque personne devient un soldat, un serviteur des tactiques militaires ou un fournisseur de biens économiques nécessaires à la lutte armée. En temps de paix, les dépenses militaires ont un champ d'action plus réduit ; elles dépendent des tensions internationales.

De même, à court terme, les politologues retiennent les forces militaires existantes, mais à long terme, toute la production et le patrimoine nationaux participent activement à la puissance de l'Etat et peuvent être réaffectés au secteur militaire.

Il convient donc de distinguer les dépenses militaires stricto sensu et le potentiel militaire qui englobe la puissance économique de l'Etat. Le concept de potentiel militaire fait alors référence aussi bien à la force militaire proprement dite qu'à la puissance économique, matérialisée par une base technique et scientifique suffisamment souple et ingénieuse pour être en mesure de développer rapidement des systèmes d'armes perfectionnés, par une infrastructure adaptée à la défense nationale et par la recherche d'une autarcie en matière de produits essentiels. Ces impératifs n'interviennent pourtant jamais dans la définition des dépenses militaires.

Le premier problème, difficile à traiter, n'est pourtant pas le plus délicat à résoudre, car plusieurs indicateurs sont éventuellement susceptibles d'être utilisés.

Il faut en effet mettre aussi en évidence les différentes formes de dépenses militaires :

— Les forces paramilitaires contrôlent les frontières nationales, assurent la défense intérieure ou pallient les insuffisances volontaires ou involontaires de la sécurité nationale (douanes, police, milices...). L'ONU propose de retenir le critère de formation militaire ou de niveau des armements. A notre sens, les forces paramilitaires doivent être comptabilisées complètement dans les dépenses militaires, car leur rôle fondamental est le maintien de l'ordre social défini par l'Etat. Elles

combattent tous les conflits qui naissent des oppositions, que celles-ci soient intérieures ou extérieures au pays.

— La défense civile peut seconder ou remplacer la défense antiaérienne des zones urbaines, elle permet la construction d'abris antiaériens, elle facilite l'organisation de l'évacuation, elle pallie parfois les carences du secteur spécifiquement militaire en détruisant dans le cadre d'une guérilla, les forces ennemies. Les Etats comptabilisent très rarement ce type de dépenses militaires, qui pourtant a fait ses preuves dans de nombreux pays. Il nous semble utile de faire une estimation approximative du coût de formation et d'équipement nécessaire à la défense civile.

— Le stockage de produits stratégiques autres que les armements constitue aussi un acte de défense dont le coût peut être très élevé. Il nous paraît difficile de retenir ces dépenses dans les dépenses militaires, mais elles devraient être comptabilisées dans un concept plus large, celui de potentiel militaire.

— Les « usines d'armement mises en cocon » représentent un stock de capacité de production militaire utilisable à tout moment. Leur entretien doit être comptabilisé dans les dépenses militaires et leur valeur globale doit être incluse dans le calcul du potentiel militaire exprimé en dépenses monétaires.

— L'aide militaire constitue généralement une dépense militaire particulière, puisque l'on espère que le pays débiteur fournira une contrepartie positive. L'aide militaire renforce toujours le pays donateur.

Ces formes de défense montrent l'insuffisance d'une analyse des dépenses militaires négligeant les potentialités militaires d'un Etat. Certains pays disposent d'une structure de production favorisant un réarmement dans des délais très brefs.

Les activités du secteur militaire « stricto sensu » comprennent :

- l'emploi du personnel,
- l'achat de matériels,
- les dépenses d'opérations et entretien,
- la construction d'installations militaires,
- la recherche-développement.

Quelques problèmes spécifiques peuvent alors apparaître : faut-il calculer les pensions militaires ? Est-il possible de comptabiliser les travaux faits par le secteur militaire au service

du secteur privé ? Les réponses à ces questions sont relativement peu importantes, à condition que tous les pays acceptent la même comptabilisation.

Deux éléments d'incertitude supplémentaires doivent être levés :

— Afin de réduire l'impact d'une pression trop importante des dépenses militaires sur l'opinion publique, les informations données par les Etats sont volontairement en-deçà des dépenses réelles ; de nombreuses recherches sont inscrites dans les comptes civils alors que leurs seules applications se situent dans le domaine militaire.

— Les « effets d'annonce » jouent fortement en matière militaire. Il en résulte la nécessité pour les gouvernants d'une utilisation prudente d'une telle information².

L'ONU a mis en évidence les différentes conceptualisations du SIPRI, de l'OTAN et de l'USA Department of Defense et elle a développé un projet de comptabilisation internationale reposant sur trois principes :

1) il ne faut demander que les informations que les Etats peuvent réellement présenter à des fins statistiques ; certains pays ne disposent pas des informations nécessaires et d'autres pays ne désirent pas dévoiler certains renseignements militaires.

2) Les renseignements demandés ne doivent pas entrer dans le détail même si la structure générale des dépenses militaires doit être correctement définie.

3) Les informations fournies doivent être vérifiables. Sur ce point, les divergences subsistent, mais il paraît vain, dans le cadre du désarmement, d'exiger une réduction des dépenses militaires des autres pays, sans permettre un contrôle de l'action de chaque pays en la matière.

Pour notre part, il nous semble intéressant de distinguer quatre concepts agrégés :

— Les dépenses militaires qui retiennent l'emploi du personnel (à son coût réel et non à son coût apparent), l'achat des matériels, les dépenses d'opérations et d'entretien, la construction d'installations militaires et la recherche-développement directement produite par le secteur militaire.

— La production de défense nationale, qui comprend les dépenses militaires, les forces paramilitaires (à leur coût

effectif), la défense civile, les usines d'armement mises en cocon, l'aide militaire et le stockage de produits stratégiques directement adapté à l'effort militaire.

— Le potentiel militaire national, qui comprend la production de défense nationale, l'augmentation de la production militaire possible en cas de conflit dans un délai, les possibilités concrètes de mobilisation, le patrimoine militaire (matériel et formation). Bien sûr, ce dernier concept paraît difficile à mesurer, mais il nous semble que la détermination d'un bon taux d'actualisation est susceptible de donner une estimation correcte du patrimoine militaire. Ainsi, les dépenses militaires des vingt dernières années tant au niveau du matériel qu'au niveau de la formation, pourraient servir de base à la détermination de ce calcul, en ajoutant une estimation des possibilités structurelles de reconversion rapide de certaines industries.

— Le potentiel de défense nationale total, qui comprend le potentiel militaire national, les dépenses en matière d'éducation et de santé de la population (niveau technologique et état physiologique des citoyens) des vingt dernières années (avec taux d'actualisation afférent), le patrimoine national (déterminé par le produit national des trente dernières années) civil et même la cohésion nationale (impossible à quantifier).

Ces différents concepts nous paraissent particulièrement utiles à calculer, car ils prennent en compte différentes notions d'effort militaire. Les dépenses militaires montrent l'effort annuel d'un Etat, la production de défense nationale met en évidence l'ensemble des coûts annuels suscités par la volonté de sécurité du pays, le potentiel militaire national indique la puissance potentielle du secteur militaire, le potentiel de défense nationale totale constitue un indicateur de la puissance de l'Etat.

§ 2. Un bien collectif public

Les dépenses publiques comprennent de multiples classifications qu'il serait fastidieux de présenter « in extenso » dans cette étude. Nous allons simplement mettre en évidence les particularités des dépenses militaires.

— Les dépenses militaires sont des dépenses sans contreparties immédiates, contrairement à l'éducation nationale (contrepartie indirecte), aux subventions économiques (qui, en développant l'activité économique, accroissent les rentrées

fiscales) ou aux services postaux (dont le coût est couvert par les consommateurs).

— Elles fournissent des avantages communs et indivisibles à la collectivité, elles sont destinées à assurer la sécurité intérieure et extérieure et de ce fait, elles ne participent pas directement au bien-être ou au développement de la production.

— Les dépenses militaires constituent des coûts fixes de la vie nationale, puisque leurs avantages ne sont pas imputables, ce qui les différencie de l'enseignement (qui pourrait être financé par les utilisateurs) ou des dépenses de transfert (qui agissent sur la répartition du revenu national).

Plusieurs théories des biens publics collectifs coexistent, qui définissent différemment la logique des dépenses militaires³.

La théorie de « l'échange volontaire » appréhende l'Etat comme la somme des individus qui le composent et qui agissent collectivement. L'Etat n'est alors perçu que comme un instrument permettant une poursuite collective de l'intérêt individuel par d'autres moyens que le marché ; il n'intervient dans la vie économique que lorsque les conditions de l'équilibre défini par l'économie de marché ne sont pas réunies (monopoles, effets externes, biens indivisibles). Les individus développent des préférences de même nature pour le niveau de défense nationale que celles relatives aux biens divisibles privés et les règles qui régissent les choix économiques du capitalisme subsistent. C'est la contrainte technique de l'indivisibilité des biens d'équipement et de fonctionnement des dépenses militaires qui leur donne leur caractère collectif et public. Les arbitrages doivent alors être opérés, en fonction d'une synthèse des préférences individuelles. Les courbes individuelles de préférences et la fonction d'utilité collective qui s'en déduit permettent de définir le montant de budget militaire adéquat, compte tenu des objectifs et des contraintes retenus. La logique des choix économiques du capitalisme s'impose dans la détermination du niveau requis de défense nationale exprimé en monnaie.

La théorie de la contrainte considère l'Etat comme un centre de décision autonome, garantissant l'intérêt général. Les dépenses militaires ne dépendent plus de la somme des préférences individuelles, elles sont déterminées par une fonction autonome de demande de services collectifs. Il existe donc une fonction de préférence étatique spécifique. Certains biens ne

peuvent être produits ou consommés que par l'Etat (la Défense nationale constituant, en l'occurrence l'exemple type). Cette conception des dépenses militaires conduit à leur reconnaître un rôle économique non négligeable par les effets d'entraînement qu'elles peuvent exercer sur certains secteurs de l'économie nationale, par les effets multiplicateurs qu'elles développent ou par les économies d'échelle qu'elles suscitent.

Pour l'analyse marxiste, les dépenses militaires et leur accroissement sont la manifestation des incohérences et des contradictions du capitalisme. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat développe l'idée selon laquelle l'économie de marché conduit inéluctablement à la sous-consommation, ce qui soulève le problème de l'absorption de la production. Les dépenses militaires, qui sont fondamentalement une activité improductive, permettent un gaspillage social propre à réduire les tensions engendrées par l'absorption du surplus. Elles participent à la lutte pour le maintien du taux de profit des industries d'armement et de tous les secteurs concernés par les commandes de l'Etat. La baisse tendancielle du taux de profit et la suraccumulation du capital conduisent à la dévalorisation d'une partie du capital social. L'Etat, notamment par le développement des dépenses militaires, réalise alors des transferts financiers au profit du capital privé.

Il est concrètement difficile de retenir l'explication néo-classique, car le choix des dépenses militaires est surtout réalisé en termes d'utilités politique et stratégique, compte tenu des contraintes économiques. Les deux autres présentations donnent à l'Etat un rôle fondamental, même si la pensée marxiste considère que celui-ci est avant tout un instrument d'exploitation des travailleurs puisqu'il est monopolisé, au niveau de la décision, par la classe bourgeoise.

§ 3. Des dépenses improductives

Selon la théorie objective de la valeur définie par Marx, le travail productif est celui dont le résultat prend une forme matérielle ou qui augmente la valeur d'objets déjà créés. Le travail improductif est incapable de créer davantage de valeur qu'il n'en coûte pour sa reconstitution. La plupart des services se trouvent alors éliminés du secteur productif. Dans les comptabilités nationales socialistes l'art, l'éducation, la défense nationale, les activités financières, la recherche scientifique ou les services de santé sont analysés comme des activités improductives. Pour les théoriciens de l'Etat gendarme, les services de l'Etat doivent être perçus comme des coûts purs,

la défense nationale se présente comme une opération totalement improductive. Les économistes keynésiens et les comptables nationaux des pays occidentaux considèrent que les produits immatériels entrent dans la sphère de la production.

Les dépenses militaires sont traditionnellement conçues comme des dépenses improductives, car elles n'ont pas immédiatement la capacité d'augmenter le niveau du produit national. Cette idée nous paraît correcte en statique et dans un univers de cosmopolitisme pur, mais dans une constellation de nations belligérantes, l'expression d'improductivité accolée à l'effort militaire nous paraît ambiguë. S'il est vrai qu'au niveau de la planète, les dépenses militaires conduisent à un jeu à somme négative, au niveau des nations, le surplus économique réalisé par la production ou l'utilisation des armes (soit dans le cadre d'un conflit, soit dans le cadre d'une menace ou d'une « protection ») de certaines nations industrialisées est indéniable. En termes de création de richesses, les dépenses militaires peuvent difficilement être considérées comme des dépenses directement productives. Elles utilisent des ressources rares qui ne sont plus alors disponibles pour les secteurs agricoles et industriels. Elles ne sont pas directement justifiables par les critères de la croissance et du bien-être et chaque citoyen peut les trouver exorbitantes eu égard aux efforts d'intimidation des adversaires potentiels de la souveraineté nationale. Pourtant, personne ne peut nier le rôle essentiel des dépenses militaires dans la croissance de certaines productions. Les créations d'entreprises aisément reconvertibles sont un exemple particulièrement significatif du manque de clarté de la distinction entre dépense productive et dépense improductive. Si le budget militaire se limite à l'entretien d'une troupe complètement équipée ou s'il s'applique à la recherche scientifique ou à la création d'une infrastructure, les résultats seront différents. Les dépenses d'infrastructure effectuées dans le domaine civil sont productives (ou sont considérées comme telles), il est alors difficile de n'en pas faire autant pour celles qui, du même type, sont financées par le budget militaire.

Il n'existe pas de clef de répartition entre services productifs et services improductifs. Il ne nous semble pas très utile de maintenir cette distinction, compte tenu de son ambiguïté.

§ 4. Dépenses militaires et besoins

Si toutes les théories économiques incluent nécessairement une théorie des besoins, elles prennent rarement la peine de l'explicitier⁴. Il en résulte que les définitions proposées

restent floues et qu'elles se limitent trop souvent à accepter l'identité entre besoin et produit ou besoin et acte économique. Deux conceptions dominent à l'heure actuelle : les théoriciens néo-classiques considèrent que les besoins sont individuels, immuables et subjectifs ; l'analyse marxiste analyse les besoins comme des phénomènes objectifs, sociaux et historiques. Depuis quelques années, les travaux d'Illich, de Marcuse, de Weiskopf, de Baudrillard, de Guillaume, de Deleuze, de Guattari, de Terrail ou de Decaillet ont apporté un nouvel élan à cette réflexion sur le fondement de l'action humaine en matière économique. Les oppositions sont des conceptions différentes de l'organisation de la société adéquate.

Généralement, les économistes ont tendance à ne retenir que les besoins économiques. Le besoin est défini comme la privation de ce qui est nécessaire à la vie et la sensation qui pousse l'homme à certains actes qui paraissent nécessaires. Cette conception rejette la confusion entre besoins et produits ainsi que la conception naturaliste des besoins. Il convient de distinguer les besoins directs des besoins indirects, les premiers définissant un état, les seconds exprimant une action destinée à résoudre le problème posé par l'état. Le besoin de manger est un état, la consommation de pain est un moyen destiné à satisfaire le besoin direct de nourriture. Le besoin direct est intrinsèque à l'homme, alors que les besoins indirects sont les résultats du travail humain ou des activités humaines tendant à résoudre le problème posé par ce « manque ». Les besoins directs ne sont qu'une manifestation de l'entropie appliquée à l'homme ; ils sont définis par la dégradation de l'ordre biologique et somatique de l'homme. Les besoins indirects n'ont aucune signification sans référence aux besoins directs, ils impliquent une action sur l'environnement de façon à réduire l'écart entre l'existence de la privation fondamentale et les possibilités de sa satisfaction.

Il existe une confusion fort regrettable entre ces deux notions. Les planifications se donnent pour objectifs la création des produits, des impératifs de consommation et une organisation du travail. Or, les besoins couvrent un domaine plus large que les simples sphères de la production, de la consommation et du travail. Les besoins de communication ou de liberté sont concernés par l'activité économique, mais celle-ci ne les englobe pas. Ainsi, Galtung⁵ retient une liste de besoins fondamentaux parmi lesquels les besoins physiologiques, la protection individuelle contre l'environnement, la protection collective ou familiale contre l'environnement, la santé, l'éducation (expression de soi et dialogue), la liberté d'expression et

d'impression, la liberté de mouvement et de contact. Il exprime parallèlement les moyens matériels de satisfaction (sphère économique) et les besoins immatériels (sphères extraéconomiques). Ainsi, le besoin de prévention collective ou familiale contre l'environnement peut être satisfait d'une part par le logement, ou par les dépenses militaires, mais aussi (besoins immatériels) par l'autonomie et le désir de cohésion du groupe. La sécurité de l'homme participe à la définition de son bien-être. Le besoin de sécurité collective implique concrètement la nécessité d'une défense contre l'environnement.

Si l'on évite le piège de l'économisme, il devient nécessaire de donner à la notion de besoin un contenu plus large que celui qui lui est généralement accordé par l'économie politique. Dans cette perspective, toutes les actions entreprises dans le but de satisfaire un besoin ne doivent pas être appréhendées comme un coût, mais comme une réponse à l'entropie du même type que celle apportée par la consommation ou l'investissement, dans un registre différent. L'activité et le travail humain sont tendus vers la satisfaction des besoins individuels et collectifs et le besoin de liberté peut impliquer un développement de l'effort de défense nationale. Il ne nous paraît pas sain de ne retenir des dépenses militaires que leur caractère « gaspillage » qui apparaît pourtant clairement au niveau d'une planète apaisée. Malheureusement, le monde des hommes reste formidablement conflictuel et le désarmement n'a aucun avenir en-dehors de la réduction des luttes, des exploitations et des injustices ; dans ce contexte, les dépenses militaires ne doivent plus simplement être perçues comme des excroissances, mais bien comme la résultante de ces conflits latents de systèmes, d'idéologies et d'intérêt ; elles satisfont le besoin de protection de la collectivité et de lutte contre la rareté.

Le désarmement peut difficilement être un acte unilatéral, car il risque alors d'aboutir à une réduction des libertés ou à l'apparition, pour les pays développés, d'effets asymétriques s'exerçant notamment dans les pays développés actuellement acculés à une crise économique grave. De ce fait, les dépenses militaires satisfont un besoin plus ou moins légitime de protection des citoyens, qui ne doit plus s'analyser sous l'angle réduit du gaspillage, et de l'improductivité des dépenses.

SECTION 2 :

LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES MILITAIRES

La décision de dépense en temps de paix pour des fins de défense nationale est toujours très délicate, d'autant que la course aux armements est à la fois une cause et un effet de la désunion internationale. L'économiste ne peut traiter ce problème seul, mais il peut mettre en évidence les intérêts économiques et l'impact d'une décision de défense nationale sur la conjoncture économique. Généralement, l'action des dépenses militaires (ou du budget de défense nationale) sur l'économie d'un pays s'exerce sur la conjoncture, sur les structures et sur le développement économique des pays.

§ 1. L'action conjoncturelle

Les dépenses militaires jouent un rôle essentiel dans l'atténuation des crises cycliques qui secouent le capitalisme. Elles exercent un effet stabilisateur non négligeable et de ce fait, leur rôle économique d'instrument d'équilibre du secteur privé s'avère extrêmement important pour la réduction des tensions engendrées par le mode de production capitaliste. Puisque les économies occidentales ont acquis la possibilité de produire au-delà de ce qui est juste indispensable, les dépenses militaires se présentent comme un volant de sécurité pourvu d'une inertie capable de stabiliser les variables critiques des économies nationales. Galbraith considère que l'extension considérable du secteur public a permis la réduction des effets incontrôlables de la dynamique du secteur privé. Pour Akerman⁶, le développement des dépenses militaires conduit l'économie sur une voie ascendante (préparation à la guerre) ou sur une voie descendante (liquidation de la guerre). Chaque période d'effort militaire coïncide avec un taux de croissance accru, mais aussi avec l'émergence prochaine d'une guerre.

Les économies modernes subissent des cycles d'expansion et de ralentissement de la production dont les causes sont multiples⁷. Les économistes américains et allemands, dès la grande crise de 1929, ont démontré le rôle fondamental des dépenses militaires dans l'atténuation des crises cycliques dans les grands pays industrialisés. En comparant les phases déclinantes des cycles d'avant et d'après-guerre, ils ont mis en évidence la faible réduction de la demande de biens de consommation et le fléchissement considérable de la demande de biens d'équipement. Or, ils ont constaté que selon les secteurs, la demande de biens d'équipement provenait du

secteur public, particulièrement des commandes militaires. Il est aisé alors de mettre en évidence le rôle stabilisateur de la demande finale exercé par les dépenses militaires, d'autant qu'elles sont généralement planifiées et peu sensibles à la conjoncture. Certains économistes se demandent même si la crise que nous connaissons à l'heure actuelle n'est pas due en partie à la baisse relative de la demande militaire en biens d'équipement, et si une solution au marasme d'aujourd'hui ne peut être trouvée dans le recyclage des pétrodollars dans l'industrie d'armement. Ainsi, les dépenses militaires n'exercent pas simplement un rôle de « sécurité nationale », elles présentent aussi, dans certaines analyses, un caractère d'obligation de croissance pour soutenir l'activité des pays capitalistes. Les théoriciens qui développent une telle analyse ne remettent pourtant pas en cause un mode de production qui secrète de telles contradictions⁸.

Une distinction fondamentale doit être faite entre les économies qui fonctionnent à un niveau proche du plein emploi et les économies qui disposent d'une capacité de production inemployée.

A) En situation de sous-emploi

En situation de sous-emploi, les nouvelles dépenses militaires peuvent aisément être absorbées et l'économie n'en perçoit, conjoncturellement, que des avantages. En effet, elles provoquent un essor des industries d'armement (si les dépenses portent sur des produits nationaux), elles réduisent le chômage, elles relancent l'activité de certaines industries et de certaines entreprises sous-traitantes. Dans la plupart des pays industrialisés et dans quelques pays en voie de développement, l'industrie d'armement est maintenant l'un des secteurs les plus dynamiques. Il n'en reste pas moins vrai, qu'au niveau mondial, ces dépenses militaires ressemblent à un gaspillage honteux compte tenu de la misère qui subsiste sur notre globe ; mais une telle constatation ne préoccupe guère les égoïsmes nationaux et de nombreux pays bénéficient de cette manne que constitue l'effort d'armement dans une situation de sous-emploi. L'Organisation des Nations Unies propose une politique « plus efficace »⁹ contre la récession : elle consiste à utiliser l'effort d'armement à des dépenses dans les secteurs de l'enseignement, de la santé ou de la protection sociale. Il ne nous semble pourtant pas que les dépenses militaires soient si facilement substituables dans les économies industrielles ;

en effet, les dépenses de consommation des assistés ou de la recherche médicale ne portent généralement pas sur les mêmes biens que les commandes de l'Etat. De nombreux secteurs hautement technologiques connaîtraient de très graves difficultés, en l'absence des marchés militaires. Les crises sectorielles qui en résulteraient remettraient alors en cause le programme social mis en œuvre.

Pourtant, les dépenses militaires ne constituent pas, à notre sens, un instrument efficace de régulation de l'économie. D'une part leur développement peut conduire à diminuer l'importance de certains programmes sociaux ou d'enseignement qui conditionnent, à plus long terme, la croissance d'une économie nationale. D'autre part, certaines dépenses militaires se traduisent par un accroissement de la demande, sans augmentation parallèle de la production nationale. Elles conduisent alors à une aggravation de la situation économique, puisque la balance des paiements se dégrade conjointement à une nouvelle poussée des prix.

B) *En situation de plein-emploi*

Dans une économie de plein emploi, le fameux dilemme entre le beurre et le canon resurgit. Les effets économiques de la course aux armements sur les consommations publiques et privées peuvent, en première approximation, être mesurés par le volume des ressources affectées à des fins militaires. L'élasticité de la production étant proche de zéro, l'accroissement des dépenses militaires conduit à un transfert de ressources productives du domaine civil au domaine de la Défense Nationale. Ce transfert conduit inéluctablement à des tensions inflationnistes, sauf si les principes de Défense Nationale admettent les exportations d'armements, auquel cas, il est possible qu'un pays bénéficie de cet effort militaire, au niveau strictement économique ; mais, dans tous les cas où l'exportation n'intervient pas, les dépenses militaires conduisent, en période d'expansion, au développement de tensions inflationnistes dont l'intensité variera plus que proportionnellement avec l'effort militaire supplémentaire consenti. L'histoire récente nous enseigne que les guerres ou les efforts d'armement rapides ont toujours été accompagnés d'une inflation galopante et d'une désorganisation des systèmes monétaires internationaux. Cependant, il est extrêmement difficile d'évaluer quantitativement la contribution des dépenses militaires à l'inflation, même s'il est raisonnable de penser qu'elle n'est pas négligeable. En effet, elles développent un pouvoir d'achat

(et donc la demande) sans augmenter pour autant la production immédiatement consommable (et donc l'offre). En outre, elles contribuent à augmenter la masse monétaire, elles accroissent les importations (au niveau des consommations intermédiaires et des achats d'armes) et elles impliquent souvent un déficit budgétaire. Enfin, elles sont plus sensibles aux augmentations du coût de la main-d'œuvre et des autres facteurs de production¹⁰ et elles détournent des moyens financiers considérables, suscitant ainsi de nouvelles tensions inflationnistes. L'ONU estime, par exemple, qu'une réduction massive des dépenses militaires jugulerait l'inflation mondiale. S'il est vrai que de nombreuses analyses conduisent à penser que les dépenses militaires encouragent l'inflation, rien ne permet d'affirmer, en analysant les tenants et aboutissants d'une action de désarmement, qu'aucun effet diffus, qu'aucune relation de feed-back, qu'aucun effet « pervers » ne viendra infirmer ce pronostic. Le rôle des dépenses militaires sur l'économie d'un pays dépend de nombreux facteurs : niveau de développement économique, situation concurrentielle des industries nationales d'armements : volume des dépenses militaires, structure de l'économie nationale, consommations privée et publique, etc...

De prime abord, les dépenses militaires constituent un instrument facile (pour les pays producteurs d'armes) pour conduire une politique de plein emploi. Les complexes militaro-industriels procurent à l'économie nationale une source considérable et insatiable de demande de fonds. Les dépenses militaires, dans la lignée de la théorie keynésienne des budgets en déficit, se présentent comme un instrument adapté à la lutte contre la récession économique. Si Keynes avait soutenu qu'il valait mieux, pour lutter contre le chômage, payer des ouvriers à creuser des trous (et à les reboucher ensuite), il avait aussi émis l'idée que ces dépenses pouvaient s'adresser, de préférence, à des activités productives. La « militarisation » de l'économie américaine dépasse en ampleur tout ce qui avait pu exister en ce domaine dans la sphère capitaliste. Le nombre de personnes employées dans le secteur militaire aux Etats-Unis dépasse les dix millions de personnes, compte tenu, des emplois indirectement affectés à l'effort militaire. Si l'on tient compte des chômeurs et de l'effet multiplicateur minimal attaché aux dépenses militaires, le taux de chômage total atteint le quart de la population active, un chiffre proche de celui de la Grande Dépression. Ce type d'analyse est toutefois trompeur, car une diminution des dépenses militaires conduirait aussi à des substitutions (plus ou moins possibles), à une

réduction des taux d'intérêt et à une augmentation de l'investissement (par le double effet de la réduction des impôts et de la diminution des coûts du financement).

Les débats sur le couple prospérité économique-dépenses d'armement ne sont pas encore clos. L'histoire récente a montré qu'une augmentation des dépenses militaires ne coïncidait pas nécessairement avec une accélération du taux d'inflation et qu'inversement, une décélération du budget militaire pouvait conduire à une forte poussée inflationniste structurelle. Il n'empêche que les analyses sur les liens entre inflation et dépenses militaires restent correctes dans le cadre d'économies nationales de plein emploi. Le budget militaire reste un instrument important pour lutter contre la « surchauffe ». Ce n'est pourtant pas ce qui lui est demandé. Le gouvernement français, par exemple, se propose de porter le budget de la Défense de 17 % des dépenses publiques en 1978 à 20 % en 1982. Indépendamment de la prise en compte des tensions internationales, de l'amélioration de vie des personnels militaires ou de la volonté de promouvoir une technologie de pointe, cette décision intervient principalement pour lutter contre la crise actuelle, compte tenu de l'inertie de ce type de dépenses publiques et de ses effets multiplicateurs sur certains secteurs de l'économie nationale.

En fait, l'ONU pose le problème du choix traditionnel entre le beurre et le canon. Cette conception manichéenne passe difficilement la rampe de l'analyse économique. Les keynésiens, par exemple, se sont interrogés sur le point de savoir si l'on ne pouvait pas avoir le beurre et les canons. Dans une économie de sous-emploi chronique qu'ils considèrent comme une caractéristique essentielle du capitalisme monopoliste, Baran et Sweezy estiment¹¹ aussi que les dépenses militaires conduisent souvent à l'accroissement parallèle de la production de beurre et de la production de canons. En période de guerre, la durée de vie des produits vendus est faible et l'élasticité de la demande est quasiment infinie. En période de paix armée qui caractérise les dernières décennies, la dissuasion conduit à l'accélération du processus d'obsolescence. Les dépenses militaires servent enfin à éponger le surplus ; elles sont donc inscrites dans la fibre même du capitalisme. Elles stérilisent l'accroissement de richesses qui ne correspond à aucune demande de consommation privée. Samuelson rejette cette hypothèse¹². « Pourvu que la volonté politique ne fasse pas défaut, une économie à caractère mixte peut aisément, en l'absence de toute dépense d'armement, maintenir le volume $C + I + Pu$ (dépenses publiques) de la

dépense au niveau requis pour le maintien du plein emploi »¹³. Les dépenses militaires n'exercent aucun effet de propulsion ou de soutien différent de ceux des autres dépenses publiques. Samuelson estime même que la réduction des préparatifs de guerre conduirait à une augmentation substantielle du taux de croissance de l'économie américaine.

Ces débats sont d'un très grand intérêt, puisqu'ils mettent en évidence le rôle des dépenses militaires sur l'économie nationale. Pour l'analyse marxiste et des théoriciens comme Galbraith, le capitalisme monopoliste secrète la militarisation de l'économie et conduit au développement des préparatifs de guerre. Pour l'analyse néo-classique, la guerre est un non-sens économique, et seule la volonté politique détermine le montant de dépenses militaires susceptible de satisfaire le besoin de sécurité nationale.

§ 2. Dépenses militaires et structures de l'économie

L'importance des dépenses militaires sur les structures de l'économie dépend de nombreux éléments. Par exemple, si le budget militaire est entièrement consacré à l'entretien d'une armée, son rôle sera moindre que s'il est utilisé à produire des matériels sophistiqués. La structure des dépenses militaires détermine aussi, partiellement, la croissance des secteurs de l'économie.

Les secteurs des pays à économie de marché qui reçoivent les commandes militaires connaissent un fort essor. Même en l'absence de retombées immédiates, ils sont amenés à accroître leur production (ou à compenser les faiblesses de la demande civile) et à exiger un niveau général de compétence des entreprises, plus élevé. L'industrie aéronautique est l'exemple type des avantages concurrentiels que les entreprises qui travaillent avec la Défense Nationale retirent, surtout au niveau international. Elle reçoit des subventions destinées à accroître sa compétitivité ; les pays qui disposent d'un faible budget militaire ne peuvent alors soutenir ces secteurs de l'économie, et les firmes autochtones sont alors nettement défavorisées sur le marché international. Il est vrai cependant, que très rares sont les firmes qui n'ont pas été créées par les commandes militaires, dans ces secteurs cruciaux, (même si l'informatique constitue une exception limitée pour certaines entreprises comme Philips). En règle générale, l'Armée commande des produits sophistiqués très chers qui peuvent par la

suite être fabriqués en grande quantité sur le marché civil. Les dépenses militaires offrent souvent des incitations déterminantes à certaines innovations, même si l'on peut (et doit) discuter sur les tenants et aboutissants sociaux de ces nouveaux produits.

Magdoff¹⁴ a essayé de mettre en évidence le rôle économique des dépenses militaires sur l'économie américaine. Ses conclusions sont les suivantes :

— Les Etats-Unis ont été 3 ans sur 4 en guerre et près de 50 % du budget fédéral est utilisé, depuis 1800, à des fins militaires.

— Le secteur militaire offre plus de 8 millions d'emplois en 1969, dont 42 % sont liés exclusivement à la production et au transport des commandes de l'armée.

— Les dépenses militaires réduisent considérablement le chômage.

Certains secteurs de l'économie américaine sont dépendants du budget de défense. Ainsi, les secteurs de l'aéronautique, de l'équipement radio, télévision et télécommunication, de l'armement, du raffinage de pétrole, des produits alimentaires, des moyens de transport ou des textiles sont largement influencés par les commandes militaires. De grandes entreprises comme Lockheed Aircraft, General Dynamics, Mac-Donnel-Douglas travaillent avec l'Armée avec des ventes représentant plus des trois quarts de leur chiffre d'affaires. Des entreprises plus puissantes encore comme General Electric, Boeing, I.B.M., Honeywell ou Pan Am bénéficient d'un fort pourcentage de ventes à l'Armée. Cette manne profite prioritairement aux grandes industries et il semble bien que les dépenses militaires exercent un effet non négligeable sur la concentration des branches. En outre, près de 40 % des crédits affectés à la recherche-développement depuis 1945 ont été affectés au secteur militaire. Dans les branches liées à la Défense, l'Etat donne des fonds de recherche considérables à ses fournisseurs, à tel point que ceux-ci deviennent des agents spécialisés dans une recherche « lourde » financée par les deniers publics. « Le risque de l'opération a été socialisé, mais si bénéfiques il y a, ils restent partiellement privés »¹⁵.

En France, les industries d'armement emploient environ 300 000 personnes, dont plus de 25 % par l'intermédiaire de la Délégation générale pour l'armement qui a la responsabilité

des arsenaux, 25 % dans le secteur nationalisé (SNIAS, SNECMA, CEA) et 50 % dans le secteur privé (Dassault, Thomson, Matra, etc...). Le VI^e Plan souhaitait pousser les entreprises privées qui travaillent dans l'armement à diversifier leur production dans le domaine civil, mais les échecs de Concorde et de Mercure n'ont pas permis la réalisation de ce dessein. Plusieurs entreprises privées réalisent plus de 75 % de leurs chiffres d'affaires avec les fabrications militaires. Une politique d'ouverture, fondée sur l'exportation des produits militaires, a été développée, mais les déterminants extérieurs du choix des armements pèsent de plus en plus sur la décision de fabrication ou d'innovation. Par l'intermédiaire de la recherche-développement, l'Etat dispose tout de même d'un instrument de contrôle.

Le SIPRI estime que plus de 80 % des crédits affectés à la recherche-développement en matière militaire dans le monde, sont engagés par les deux grandes puissances, dont la supériorité, au niveau des résultats, est écrasante. Or, une grande partie de la « créativité » des sociétés contemporaines passe directement ou indirectement par le prisme déformant de la course aux armements. Il ne faut pas exagérer les « retombées » de la recherche militaire dans le domaine civil. Indépendamment d'une étude en termes de coût d'opportunité, son apport reste modeste eu égard aux moyens engagés. Certes, la recherche-développement militaire bénéficie d'économies d'échelle et de fortes concentrations de fonds propices aux grands investissements : l'énergie nucléaire, le radar, l'espace, l'informatique, les transports aériens, etc... Or, ces exemples ne sont pas toujours convaincants, car certaines technologies développées dans le secteur civil ont été rapidement découragées par le secret que leur imposait l'Armée, qui s'emparait alors et prolongeait, pour ses propres besoins, l'innovation. En outre, les retombées n'ont pas toujours été positives. Elles favorisent la centralisation de la société. Les sociétés industrielles contemporaines relient les utilisateurs de l'énergie nucléaire à une superstructure nationale ou mondiale de bureaucraties, de firmes ou d'instituts de recherche. Les innovations doivent être compatibles avec les structures dominantes, qu'elles se proposent alors de soutenir. Le système industriel n'accepte que les techniques conformes à sa logique. Les choix technologiques deviennent des choix de société. La recherche-développement militaire favorise la concentration des pouvoirs, la militarisation de la société et l'utilisation de techniques « dures ».

§ 3. Dépenses militaires et développement économique

Globalement, les dépenses militaires constituent un frein au développement économique. Pour les pays socialistes, elles se présentent comme autant d'occasions perdues pour la croissance, mais la sauvegarde du système économique conduit les théoriciens soviétiques à donner une grande place à la Défense Nationale.

La productivité éventuelle des dépenses d'équipement militaire ne peut être qu'une productivité à long terme, car dans le présent, elles n'amènent aucune contrepartie réelle ; elles ont souvent contribué à provoquer des difficultés de croissance, du fait des détournements qu'elles impliquent des capitaux, du personnel, des matières premières, des ressources énergétiques. En outre, les dépenses militaires ont rarement le même statut que les autres dépenses publiques. La faible compétitivité, les accords entre fabricants, le gaspillage considérable entraîné par les hausses de prix, le non-respect des contrats ont suscité plusieurs systèmes de contrôle destinés à développer l'idée de rationalité économique des dépenses publiques (PPBS, ZBBS par exemple). Ces études ne conduisent pourtant pas à s'interroger sur le fond du problème : quel est le coût réel de la sécurité ? Ce coût conduit-il réellement à la sécurité ?

Les effets négatifs du détournement des ressources à des fins militaires sont considérables pour les pays en voie de développement, car les gouvernants, sous prétexte de sécurité, puisent dans les ressources les plus rares : devises, personnel qualifié, production industrielle, etc... Les budgets militaires sont très importants par rapport à la formation de capital fixe, à laquelle ils s'opposent directement, compte tenu de la large incompressibilité de la consommation. Une réduction drastique des dépenses d'armement dans les pays en voie de développement largement importateurs de leur sécurité (ce qui ne peut pas constituer un instrument de sécurité en soi), pourrait susciter dans ces régions, des taux de croissance supérieurs de 1 à 2 % de ce qu'ils sont actuellement. « Ainsi, si la moitié des sommes consacrées aux armements dans le monde entier pendant la période 1970-1975 avait été investie dans le secteur civil, la production annuelle aurait peut-être été supérieure de 200 milliards de dollars au chiffre atteint à la fin de cette période ». Une analyse à long terme, intégrant directement les problèmes de reconversion de certaines activités conduirait à des résultats autrement plus importants.

Depuis l'exemple du réarmement allemand, les théoriciens estiment que les budgets militaires importants réduisent fortement le chômage. Ainsi, l'un des freins déclarés par les gouvernements au désarmement, les problèmes sociaux du chômage, est souvent avancé. On aboutit alors à l'effet cliquet des dépenses militaires. Pourtant, des études récentes mettent en évidence le caractère faiblement « labour saving » du désarmement (Tableau n° 1). Les pays en voie de développement devraient tenir compte de ces éléments, avant de s'engager dans la voie de l'armement. Les emplois libérés par la réduction des dépenses militaires permettraient à l'industrie civile de récupérer un personnel qualifié, d'accroître sa productivité et de créer de nouveaux emplois.

Tableau I. — Nombre d'emplois directs et indirects créés pour un milliard de dollars de dépenses (16)

Activités	Nombre d'emplois
Production militaire (avions, missiles électroniques, artillerie, construction navale, réparations)	76 000
Production de machines (rurales, travail de métaux, machinerie industrielle)	86 000
Administration	87 000
Transports	92 000
Construction (maisons individuelles, immeubles, équipements publics, autoroutes)	100 000
Secteur santé (hôpitaux, instruments médicaux)	139 000
Enseignement et éducation	187 000

Source : Bureau of Labour Statistics « The Structure of the US Economy in 1900 and 1985 », p. 110.

En outre, les répercussions du secteur militaire sur la balance des paiements sont considérables. Pour les pays les plus pauvres, l'achat d'un matériel sophistiqué réduit leurs potentialités de développement, tout en créant un excédent pour les pays développés. Ces exportations non seulement stimulent les secteurs des pays intéressés par l'industrie d'armement, mais en outre, elles subventionnent la recherche-développe-

ment militaire, favorisant la croissance d'un « gap » technologique et introduisent inexorablement tout le poids de la technologie occidentale dans le développement économique des pays importateurs. Les pays développés reçoivent deux impacts positifs des effets d'entraînement de la recherche-développement militaire : mise en place de pôles de recherche (les exigences techniques du secteur militaire poussent les entreprises à l'innovation), recherche d'effets d'entraînement indirects, à fortes retombées psychologiques et pédagogiques (la réalisation d'un grand dessein portant sur l'indépendance nationale, conférée, par exemple, par la mise au point d'une bombe atomique). Favorisant l'inégalité technologique, les dépenses militaires conduisent aussi les sociétés industrielles vers une centralisation, une militarisation de l'économie et une réduction progressive des libertés.

SECTION 3 :

LES OBSTACLES ÉCONOMIQUES AU DÉSARMEMENT

Les obstacles économiques au désarmement sont analysés de manière très différente. Les économistes se sont interrogés principalement sur trois points essentiels :

- La croissance économique contemporaine favorise-t-elle la mise en place d'un complexe militaro-industriel ?
- La guerre est-elle une variable économique ?
- L'économie se présente-t-elle comme une arme, au service de la guerre, de la défense ou de la recherche de puissance ?

§ 1. *Les complexes militaro-industriels*

Les complexes militaro-industriels peuvent se définir sommairement comme les coalitions d'intérêt unissant les industriels et les militaires, dans le but de promouvoir un développement continu de la production et de la vente d'armes. Ils jouent un double rôle d'importance inégale : d'une part, ils exercent une action puissante sur les organes essentiels de la vie nationale, contribuant ainsi à une « militarisation » de la vie civile ; d'autre part, ils agissent pour créer des pôles de domination favorables à leur pérennité. Les complexes militaro-

industriels s'opposent au désarmement, qui remettrait en question leur puissance et impliquerait un développement économique différent de celui qu'ils défendent.

Les forces militaires ne sont pas « civilement » neutres, même si, selon les traditions, les affinités politiques, l'expérience historique ou les régimes politiques, les rapports entre l'armée et la nation divergent d'un pays à l'autre. Souvent instrument de modernisation de la société et lieu privilégié de lutte contre les tutelles étrangères, l'armée se présente aussi parfois comme un obstacle majeur au développement économique et social, en maintenant par la force les privilèges et en assurant elle-même le pouvoir politique. Elle représente une organisation hautement centralisée, jouissant de contacts privilégiés avec le pouvoir économique et politique, protégée par le secret et exerçant le quasi-monopole de la force physique dans les différents Etats du monde. Son union avec les forces économiques nationales conduit à la création de ces complexes militaro-industriels qui assurent leur pouvoir par la tension internationale et par la course aux armements. Les pays et les hommes ne sont plus alors perçus que comme des belligérants potentiels, des soldats, des acheteurs d'armes. Le poids de ce complexe dans les processus politiques et sociaux dépend d'un grand nombre de facteurs ; il n'existe pas d'armée neutre, même lorsqu'un conflit externe, largement accepté par la population, redonne aux forces militaires leur caractère « instrumental ». L'armée sert souvent d'instrument de répression intérieure et elle assoit le pouvoir des classes privilégiées. Selon les experts des Nations Unies, « il est fréquent de constater, pendant un temps tout au moins, un taux de croissance économique considérable qui s'accompagne d'un budget d'armement hypertrophié et d'un pesant appareil policier. Conclure d'après ces exemples à la compatibilité entre de fortes dépenses militaires et la croissance économique serait méconnaître les fins sociales pour lesquelles la croissance n'est qu'un moyen »¹⁷. La fameuse équation de la pauvreté et de la réduction des libertés apparaît : si les gouvernements accroissent les dépenses militaires au détriment des actions de progrès social, ils développent les tensions entre les différentes couches de la population, tensions qu'ils ne peuvent résoudre que par la répression intérieure ou par un conflit avec l'extérieur. La poursuite de la course aux armements constitue un détournement grave de projets alternatifs socialement constructifs.

La militarisation de l'économie tend à réduire les barrières traditionnelles entre le domaine civil et le domaine militaire. La Défense nationale n'est plus conçue comme une contrainte

économique, elle est perçue comme le point central vers lequel convergent toutes les activités nationales. L'ensemble des productions doit être contrôlé par l'impératif de survie et de sauvegarde nationales. Le complexe militaro-industriel secrète l'idéologie d'un Etat centralisé et puissant. D'autre part, les industries modernes d'armement influencent toutes les branches de l'économie, elles connaissent un progrès technologique considérable, elles conditionnent la vie de nombreuses localités et de nombreuses entreprises sous-traitantes. Le complexe militaro-industriel devient une contrainte d'un système économique trop performant.

Enfin, les grands conflits se déroulent dans le Tiers-Monde, par pays interposés. La vente d'armes n'est pas simplement le résultat d'une demande ; elle est aussi incitée par les producteurs qui réalisent une action intéressante sur deux points : d'une part, ils vendent leur matériel et ils peuvent le tester, d'autre part, ils créent les conditions de la dépendance technologique. Le poids des dépenses militaires dans les pays en voie de développement ou économiquement dominés présente un double avantage pour les pays développés industrialisés fortement militarisés : d'une part, ils trouvent un marché pour des produits parfois obsolètes, d'autre part, ils empêchent ces pays de concentrer leurs efforts sur une croissance économique auto-centrée qui risquerait de réduire les effets de dépendance, tout en créant de nouveaux concurrents sur le marché mondial.

Dans de nombreux pays du Tiers-Monde se sont aussi développés des complexes industriels militaires, qui bénéficient d'une assistance technique des pays développés ; or, cette dissémination des complexes militaro-industriels est justifiée par l'indépendance nationale et par la volonté d'une action technologique spécifique. Les buts déclarés ne peuvent pas se réaliser, puisque les moyens utilisés accroissent au contraire la domination. Les pays industriels contribuent à entretenir fortement les probabilités de guerres localisées.

En outre, les industries militaires agissent dans le sens de l'accroissement du fossé technologique. Les productions choisies sont celles qui induisent les structures dominantes. Les techniques modernes prennent naissance dans le Centre et le savoir-faire dépend du savoir détenu par lui seul. Le « transfert de technologie » n'est pas neutre. La suprématie de l'Occident pourrait être politiquement remise en question que sa réelle supériorité subsisterait par le canal de sa technologie. Les pays socialistes contemporains donnent l'exemple de cette domination encore inconsciente. Sans changement de

techniques, il est illusoire de définir de nouvelles structures. En matière militaire, les armes sont fabriquées comme n'importe quel produit, mais elles répondent complètement aux nécessités de la technologie occidentale, impliquant une centralisation fortement verticale, une division du travail très prononcée entre travail intellectuel et travail manuel, des chaînes de commandement de type hiérarchique, la spécialisation, la bureaucratisation et la technocratisation des décisions. On pourrait entrevoir d'autres formes de développement économique et social, mais elles impliquent nécessairement un autre type de technologie¹⁸.

Les pays dominés subissent alors une triple exploitation : politique, économique et technologique. La recherche militaire des pays développés conduit à l'immobilisation de capitaux importants et indivisibles, réduisant ainsi le nombre de concurrents potentiels dans le commerce des armes. Cette attitude favorise les pays à puissant potentiel économique. La plupart des pays deviennent importateurs des matériels les plus modernes et ils produisent dans les secteurs les moins avancés des armements. Il en résulte un « gap » technologique de plus en plus important et une dépendance accrue. L'économie est devenue une arme puissante.

§ 2. *L'économie comme arme*

Depuis la dernière guerre mondiale, les économies capitalistes et socialistes négligent le combat idéologique : elles préfèrent s'expliquer sur le terrain de la croissance économique. L'ordre économique défini à l'issue de la dernière guerre mondiale a connu quelques modifications de structures, même s'il a conservé globalement les mêmes principes. L'Europe occidentale, de partenaire, est devenue un concurrent sérieux pour les produits américains. La crise du dollar, la réduction du gap technologique entre les pays industrialisés, la force du Japon conduisent à une nouvelle donne sur l'échiquier économique mondial. La crise économique qui sévit dans les économies capitalistes montre le caractère profondément conflictuel des économies nationales des pays développés, malgré les principes généraux de solidarité. L'économie est une arme de puissance, de domination ou de contrôle.

Les grands blocs économiques s'affrontent sur le terrain des débouchés. Les entreprises multinationales, souvent très dépendantes des dépenses gouvernementales des pays d'origine (secteur militaire surtout) cherchent à s'implanter dans

les secteurs clés de l'économie mondiale (à forte rentabilité), grâce à leur avance technologique. Elles accentuent la dépendance des pays en voie de développement, elles tendent à préserver leur position oligopolistique, elles réduisent les marges d'incertitude, elles suscitent la centralisation des décisions, elles défendent la libre circulation des produits et des capitaux, elles jouent un rôle de premier plan dans les relations internationales. Leur pouvoir et leur dimension leur permettent d'agir sur les politiques des pays d'origine et des pays de pénétration ; elles peuvent même être à l'origine d'affrontements politiques et militaires. Elles combattent les traditions et les patrimoines culturels des nations qui les reçoivent, de façon à accroître la dépendance des pays dominés. Or, la course aux armements a été l'un des facteurs les plus importants du développement des firmes multinationales, dans les secteurs les plus concentrés (informatique, industrie spatiale, pétrole, transports). D'autre part, les firmes multinationales entrent souvent en concurrence avec les firmes locales qui disparaissent ou alignent leurs techniques de production et d'organisation du travail sur celles des filiales étrangères. La « mondialisation » de l'économie favorise le développement des conflits économiques.

L'économie, qui avait été perçue comme un instrument de puissance militaire¹⁹ par les fonds qu'elle pouvait permettre de débloquer en temps de conflits, est devenue directement une arme, du fait de l'internationalisation des rapports commerciaux des firmes. Dorénavant notre énergie provient de l'aride Proche-Orient, nos ressources naturelles sont basées au Gabon ou au Chili, nos avions se vendent sur le marché international. Il suffit d'un blocage quelque part pour que, du fait des interdépendances de la matrice des productions, notre économie devienne malade. La notion de guerre économique « tous azimuts » n'est pas inutile ; les pays cherchent à exporter leur chômage, ils acceptent pour ce faire le rôle de plus en plus ambigu et croissant des firmes multinationales, ils recourent parfois au protectionnisme, ils essaient d'intimider les pays les plus pauvres en faisant jouer systématiquement les armes économiques de la faim, ils tentent de modifier à leur avantage les règles de la concurrence. L'économie capitaliste est fondée sur le gaspillage, qui est une source considérable de pouvoir. Six armes nous paraissent actuellement dominantes :

— L'arme de la faim est sans doute la plus puissante. Les pays en voie de développement sont fortement dépendants, au niveau alimentaire, de l'agriculture américaine, qui impose son modèle de consommation, qui restructure les marchés

agricoles à son profit et qui fait largement payer en ressources financières et en dépendance politique ses effets de domination. Les frères Paddock²⁰ estimant que les pays qui ne produisent que des bouches à nourrir ne doivent pas être protégés de la misère, assignent aux Etats-Unis le devoir de choisir les pays les plus méritants et de laisser les autres à leur triste sort. Certains économistes suggèrent que la désorganisation économique de certains pays (grèves, terrorisme, spéculations sur l'or ou la monnaie,...) sont autant d'instruments destinés à développer ou à réduire une position dominante ou à affaiblir un adversaire commercial potentiel.

— L'arme de l'énergie semble vitale pour le type de société dans lequel nous vivons. Les pays arabes considèrent le pétrole comme un instrument essentiel de contrôle des politiques des pays dépendants, au moins sur les problèmes les concernant directement. Cette politique peut d'ailleurs conduire à la guerre militaire ou éventuellement à des mesures de rétorsion comme le non-approvisionnement de produits manufacturés ou le refus d'aide à certains régimes politiques menacés par des forces internes se réclamant de l'autre système. Les gouvernants des pays développés s'interrogent assez peu sur les types de croissance réduisant le gaspillage, car ils pourraient remettre en cause la pérennité du système. La crise énergétique montre toutefois la fragilité des économies industrialisées et la nécessité pour elles, si elles veulent conserver leur pouvoir, de s'assurer une certaine autonomie.

— L'arme de l'exportation est à double tranchant ; d'une part, elle permet aux pays vendeurs d'exercer une influence non négligeable sur les pays acheteurs si ceux-ci ne disposent pas d'un produit substituable ; d'autre part, en période de crise ou de restructuration de l'économie mondiale, le pays exportateur peut se retrouver avec des surplus considérables, qui fragilisent son économie et importent la crise. La plupart des pays sont amenés à jouer le jeu de l'interdépendance et les sociétés multinationales affirment ainsi leur pouvoir sur les secteurs entiers de l'économie. La course à l'exportation se présente comme une nécessité pour les pays débiteurs et la dépendance à l'égard de l'argent international croît. L'interdépendance des économies nationales favorise les groupes financiers importants qui s'installent dans les pays qui offrent les meilleures conditions de profit et de sécurité. L'internationalisation donne à la technologie des pays industrialisés un « leadership » qui assure, en dehors de toute contrainte politique, une domination sans partage.

— L'arme technologique est fortement influencée par la militarisation des économies développées ; une analyse sommaire des grandes « retombées » des programmes militaires nous enseigne la portée fortement idéologico-culturelle contenue par les innovations militaires : hiérarchie, centralisation, organisation. La domination des pays occidentaux et des pays socialistes peut alors s'exercer jusque dans le travail quotidien de chaque citoyen.

— L'arme monétaire a longtemps été utilisée par le gouvernement des Etats-Unis, qui a réussi à rembourser ses dettes avec son propre dollar. L'apparition des pétro-dollars, du marché des euro-dollars, du système de change fluctuants rend plus difficiles de tels processus de domination. Pourtant, même si les rapports asymétriques subsistent, le « non système monétaire international » favorise la spéculation, les comportements égoïstes des Etats (malgré quelques efforts limités d'accords) et les attitudes de francs-tireurs. Cette situation dans laquelle tout le monde tire sur tout le monde est une source formidable de conflits.

— La division internationale du travail conduit les pays en voie de développement à se « spécialiser » dans des secteurs contrôlés par les grandes puissances économiques ; celles-ci tendent à accroître la dépendance du reste du monde à l'égard des transports ou à créer des produits de synthèse capables de concurrencer des produits naturels entraînant un effet de dépendance. Le problème de la détérioration des termes de l'échange entre pays développés et pays en voie de développement, même s'il soulève de nombreuses polémiques, montre la puissance de l'arme économique, qui s'exprime aussi par l'endettement extérieur ou par l'organisation, par le Nord et à son profit, du commerce international.

Il est difficile de connaître les tenants et aboutissants de l'utilisation de ces armes, mais il semble acquis que les pays du Sud non producteurs de pétrole sont les premières victimes désignées. L'économie n'est plus vécue aujourd'hui comme une source de bien-être, elle se présente comme un instrument de puissance. S'il n'est pas démontré que l'économie constitue le seul facteur de guerre, il n'empêche que les conflits armés se présentent de plus en plus comme des conséquences des phénomènes économiques.

Si la guerre est devenue un phénomène quasi-permanent, les économistes contemporains ne se sont pourtant guère préoccupés de son analyse et ces dernières décennies ont vu fleurir des modèles de croissance ignorant totalement les possibilités de conflits armés. Or, ce type de raisonnement conduit à installer définitivement le phénomène de la guerre hors du champ de l'analyse économique. L'analyse de la guerre dans la réflexion économique se confond avec l'analyse de la guerre dans l'histoire de la pensée économique. La théorie économique a simultanément envisagé la guerre comme un phénomène naturel de recherche de puissance, comme un événement économiquement irrationnel ou comme un phénomène lié au mode de production ²¹.

Pour les mercantilistes, l'objectif principal de l'économie réside dans la recherche de formation d'un Etat fort et unifié autour du Prince. La guerre est alors analysée comme un instrument de développement de la puissance de l'Etat qui encourage le sentiment national, maintient la vertu des peuples et apporte au vainqueur un supplément de richesses. La force économique est une condition de la puissance du Prince. Ne se préoccupant jamais du bien-être des habitants d'une nation, les mercantilistes pensent que le développement économique des pays étrangers conduit inexorablement à l'affaiblissement du Prince. Ils font alors l'apologie de la guerre. Les analyses modernes de la théorie des jeux appliquées aux relations économiques internationales, les thèses de l'échange inégal ou les actions tendant à lutter contre l'hégémonie américaine se situent dans le cadre de réflexion défini par les mercantilistes.

Pour List et l'école historique allemande, l'existence des nations implique une lutte continuelle entre les peuples. Le commerce libéral est une menace à court terme pour les nations dont les « forces productives » sont insuffisamment développées par rapport aux autres nations concurrentes, et elles doivent donc se protéger. Si la paix est humainement souhaitable, la guerre recèle des facultés de développement de la race humaine vers la perfection. La guerre est un fléau si elle se déroule sur le territoire national, mais elle oblige l'industrie nationale à réagir ; en outre, la préparation à la guerre permet l'accroissement des forces productives et cet aspect positif est durable. Ainsi l'économiste ne doit-il pas rejeter de sa « boîte à outil » la bonne vieille guerre, car celle-ci peut conduire rapidement les nations à leurs frontières naturelles, tout en accé-

lérant le développement des forces productives. Les dépenses militaires exercent en outre des effets positifs sur l'économie nationale, par le correctif qu'elles apportent à une division du travail excessive et par l'éducation qu'elles secrètent.

Pour les économistes classiques, la guerre est une absurdité. L'ordre naturel des Physiocrates rejette toutes les velléités de conflits armés. Smith et Ricardo affirment que le commerce libre conduit à la paix universelle ; seul, l'esprit de monopole conduit à la guerre ; il suffit de laisser fonctionner normalement les conditions propres à la réalisation de la « main invisible » pour que la paix soit universelle. La guerre est donc un phénomène économiquement inadmissible. Cette idée est reprise par les « libéraux français », de Say à Bastiat ; ils affirment que la révolution industrielle, en donnant le pouvoir aux entrepreneurs capitalistes, conduit à une ère de paix, compte tenu de la concordance des intérêts des travailleurs et des propriétaires du Capital. Les auteurs néo-classiques évacueront la guerre de la réflexion économique. Lorsqu'ils y font référence, ils la présentent en dehors du champ de l'économique et ils souhaitent alors, à l'instar de Pareto, l'instauration d'un pouvoir fort. Les économistes contemporains d'obédience libérale se préoccupent fort peu des conflits armés : ils s'intéressent surtout à la généralisation de l'étude de la guerre, des résultats théoriques obtenus par les raisonnements en termes de marché, d'intérêt individuel et de calcul rationnel. Les nouveaux économistes, dans leurs excès, intègrent l'analyse de la guerre, dans la réflexion économique.

Les « socialistes utopiques », à l'exception de Saint-Simon, considèrent que la guerre a des causes spécifiquement économiques, la lutte contre la rareté et la misère (Proudhon), l'organisation sociale du capitalisme (Pecqueur) ou la transformation de l'ordre social (Fourier). Des grands classiques anglais, seul Malthus pense que la guerre peut être un phénomène économique d'inadéquation entre les ressources disponibles et les biens produits, compte tenu de la croissance démographique. Un auteur récent (Bouthoul) confère à la guerre le rôle essentiel de la régulation démo-économique des pays belligérants. Pour Marx et Engels, la paix n'a pas de vertu morale, car le progrès est uni à la violence. La guerre appartient au domaine des superstructures et elle est conditionnée par les rapports sociaux antagonistes. Pour Lénine, le capital financier conduit inéluctablement au partage économique du monde et à la colonisation des pays non-capitalistes. L'impérialisme est conçu comme le stade suprême du capitalisme, marqué par des guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde. Boukharine

et Rosa Luxembourg s'opposent sur le point de savoir si la guerre, phénomène économique, réanime ou étouffe le souffle contestataire du prolétariat, tout comme Emmanuel et Bettelheim polémiquent sur l'idée selon laquelle les relations internationales doivent être appréhendées en termes de pays ou en termes de classes sociales. Baran et Sweezy affirment par ailleurs que les dépenses militaires, en compensant la faiblesse de la demande intérieure et en permettant ainsi la réalisation du surplus, sont essentielles au développement du capitalisme.

De nombreux auteurs non marxistes considèrent que la guerre est moins la cause de l'industrialisation que son expiation (Nef, Hansen, Galbraith, Dickinson). Pour Attali, la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de la demande et de la mise au travail des forces productives. L'histoire du capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Les analyses récentes en termes de Code du Capital ou de Code du Pouvoir (Marc Guillaume) indiquent indirectement que la guerre civile est inscrite dans le mode de production capitaliste et que la guerre est rédigée par le Code du Pouvoir.

Ces différentes conceptions de la guerre mettent en évidence l'ambiguïté du couple désarmement-développement :

— Si la guerre est un phénomène extra-économique, une procédure de désarmement ne peut être que favorable au développement.

— Si la guerre est une variable économique, comment espérer concurremment le désarmement et le développement, si l'on ne peut pas susciter une autre forme de développement ou mettre sur pied un autre système économique. Pour Marx et Lénine, désarmement et développement capitaliste sont antinomiques et les auteurs socialistes contemporains ont beaucoup de difficulté à justifier les efforts qu'ils entreprennent pour conduire à un désarmement « équilibré » entre les pays socialistes et les pays capitalistes. Klaus Engelhardt écrit « D'un point de vue économique, il est possible de prendre effectivement des mesures vers le désarmement dans le cadre du capitalisme. Le désarmement, en aucun cas ne suppose que le capitalisme soit totalement aboli en tant que système social »²². De nombreux théoriciens considèrent pourtant qu'une paix durable est inaccessible et que la guerre permet souvent de régler, au plus vite, les problèmes économiques urgents.

Il n'empêche que si le désarmement apparaît actuellement comme un mythe, la maîtrise des armements peut et doit être entreprise, mais elle n'aura de résultats notables que lorsque l'ordre économique international sera moins inéquitable et donc moins producteur de guerre. Les dépenses militaires constituent un volant de sécurité, à grande inertie, pour contrôler la croissance du surplus. La production de la guerre permet un gaspillage créant une demande artificielle propre à maintenir l'absorption de la création de produits. En outre, les dépenses militaires apportent un soutien logistique puissant aux négociations commerciales, participant ainsi indirectement au développement des inégalités. Seule une nouvelle croissance et un nouvel ordre économique international sont susceptibles de conduire à une réelle procédure de désarmement. Si actuellement, les experts de l'ONU cherchent le désarmement pour le développement, ils devraient aussi s'interroger sur le développement pour le désarmement.

NOTES

- (1) J. Fontanel : « Le concept de dépenses militaires ». Défense Nationale, décembre 1980, et J. Fontanel : « Etudes formalisées et analyses économiques du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples d'un pays développé, la France, et d'un pays sous-développé : le Maroc ». Rapport établi pour le groupe d'experts, gouvernementaux des Nations-Unies sur les rapports entre désarmement et développement. Mars 1980, p. 11 et s.
- (2) Les effets d'annonce expriment la modification des comportements des agents économiques à la suite de la diffusion d'une information. Ainsi, il peut arriver que la connaissance d'une information de type prévisionnel conduise à son immédiate obsolescence.
- (3) J. Percebois : « Quelques considérations économiques à propos du budget militaire 1978 ». Arès, Défense et Sécurité, 1977, pp. 271-281.
- (4) J. Fontanel : « Ecologie, économie et plurigestion ». Editions Entente, 1979.
- (5) J. Galtung : « Développement, environnement et technologie. Vers une technologie de l'autonomie ». CNUDED, 1979.
- (6) Akerman : « Structures et cycles économiques ». PUF, 1955.
- (7) J. Guitton : « Les mouvements conjoncturels ». Dalloz, 1971. J.J. Granelle : « Fluctuations économiques et conjoncture ». Masson, 1977.
- (8) J.B. Pinatel et J. Grapin : « La guerre civile mondiale ». Calmann-Lévy, 1976.
- (9) ONU : « Conséquences... », p. 44.
- (10) U. Albrecht : « Armaments and inflation ». Instant Research on Peace and Violence, N° 3, 1974.
- (11) Baran et Sweezy : « Le capitalisme monopoliste ». Maspéro, 1968.
- (12) P. Samuelson : « L'économie ». Coll. U. Armand Colin. T. II.
- (13) Ibid., p. 534.
- (14) Magdoff : « US militarism ». American Economic Review, May 1970.
- (15) J.L. Maunoury : « Economie du savoir ». Coll. U. Armand Colin, 1972, p. 211.
- (16) Cf. I. Sachs, M. Rogalski, C. Yakubovich : « Réflexions sur les stratégies de reconversion des industries d'armement ». Rapport réalisé à la demande du groupe d'experts gouvernementaux des Nations-Unies sur les rapports entre le désarmement et le développement. Paris, juin 1980.
- (17) ONU : « Conséquences... ». Op. cit., p. 60.
- (18) Baczko, Sachs, Vinaver et Zakrzewski : « Techniques douces, habitat et société ». Ed. Entente, 1977. J. Galtung : « Développement, environnement et technologie : vers une technologie de l'autonomie ». Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement. Juin 1978. D.C. Lambert : « Le mimétisme technologique du Tiers-Monde ». Economica, 1979.
- (19) J. Fontanel : « La guerre et l'économique ». Libertés, Lettres du Monde, 20 janvier 1981, N° 52.
- (20) Paddock : « Famine, 1975 : who will survive ». Boston, Massachusetts, 1967.
- (21) J. Fontanel : « L'analyse de la guerre dans la pensée économique ». Arès, Défense et Sécurité, 1977. Silberner : « La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques ». Sirey, 1957.
- (22) Sachs et al. : Op. cit., p. 8.

Bibliographie

- Akerman, Structures et cycles économiques, PUF, Paris.
- Albrecht, U. (1974), Armaments and inflation, Instant Research on Peace and Violence, n°3.
- Baran, P., Sweezy (1968), Le capitalisme monopoliste, Maspero, Paris.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Cahier n°189.
- Fontanel, J. (1974), Les techniques de simulation informatique dans l'analyse macroéconomique". Thèse soutenue le 26 Février 1974 à Paris X Nanterre. (630 pages).
- Fontanel, J. (1977), Simulation macroéconomique appliquée. Un essai pédagogique. Préface Pierre LLAU, Diffusé par les Presses Universitaires de Grenoble,
- Fontanel, J. (1977), L'analyse de la guerre dans la pensée économique, Arès, Défense et Sécurité,
- Fontanel, J. (1978) L'analyse de la guerre dans la pensée économique, ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, Lyon, 1978 (13 pages).
- Fontanel, J. (1979), Ecologie, économie et plurigestion, Editions Ententes.
- Fontanel, J. (1980), Le couple informatique - recherche économique, Revue d'Economie Politique, Septembre-Octobre 1980 (13 pages)
- Fontanel, J. (1980) "Le concept de dépenses militaires." *Revue Défense Nationale* 7 : 181-192.
- Fontanel, J. (1980), Etudes formalisées et analyses économétriques du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples d'un pays développé, la France, et d'un pays en développement, le Maroc, Rapport ONU.
- Fontanel, J. (1982). Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. UN Report, 6. New York.
- Fontanel, J. (1982), Analyse économétrique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, des USA, de l'Egypte et d'Israel". Cahiers du CEDSI n° 1, à paraître.
- Galtung, J. (1979), Développement, environnement et technologie, CNUCED. Genève.
- Lambert, D.C. (1979), Le mimétisme technologique du Tiers-Monde, Economica, Paris
- Magdoff (1970), US militarism, American Economic Review, May.
- Paddock (1967), Famine 1975 : who will survive ?, MIT, Boston.
- Pinatel, J.B., Grapin, J. (1976), La guerre civile mondiale, Calmann-Lévy.
- Sachs, Rigalski, Yakubovitch (1980), Réflexions sur les stratégies de reconversion des industries d'armement, ONU.
- Silberner (1957), la guerre et la paix ans l'histoire des doctrines économiques, Sirey, Paris.